

## "Après vous, s'il vous plait" dans La Nation belge (9 mars 1954)

**Légende:** Le 9 mars 1954, après un voyage en France, Pierre Wigny, député belge, publie dans le quotidien La Nation belge un article, qui dénonce l'argumentaire des opposants à la Communauté européenne de défense (CED).

**Source:** La Nation belge. Journal d'union nationale. 09.03.1954. Bruxelles. "Après vous, s'il vous plait", auteur:Wigny, Pierre.

**Copyright:** (c) La Nation belge

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/apres\\_vous\\_s\\_il\\_vous\\_plait\\_dans\\_la\\_nation\\_belge\\_9\\_mars\\_1954-fr-80532629-77e1-4770-a798-cd2961818a43.html](http://www.cvce.eu/obj/apres_vous_s_il_vous_plait_dans_la_nation_belge_9_mars_1954-fr-80532629-77e1-4770-a798-cd2961818a43.html)



**Date de dernière mise à jour:** 13/04/2017

## Après vous, s'il vous plaît...

par Pierre Wigny, député

Voilà donc le Sénat qui, à son tour, avec la gravité que lui confère son âge constitutionnel, examine le Traité de la Communauté Européenne de Défense. N'en doutons pas. Là comme à la Chambre, de très larges majorités se dégagent et s'étendent sur tous les bancs. C'est sur Paris que finalement va peser la responsabilité du destin de toute l'Europe occidentale. De petits politiques nous avaient conseillé cette pauvre prudence de voter les derniers. Est-ce exercer la souveraineté que d'être un suiveur et est-ce l'indépendance que de faire comme les autres ? Cela me fait penser à l'alexandrin railleur de Musset : « Après vous ! Après vous ! Après vous, s'il vous plaît ! »

MM. Spaak, Rey et moi-même sommes allés dans la capitale française, non pour donner des conseils déplacés mais pour apporter un témoignage. Il fallait expliquer aux Français pourquoi les Chambres belges, qui ne se distinguent ni par la témérité de la pensée ni par une passivité qu'exclut la proximité des élections, se montrent si décidées.

A Paris nous avons retrouvé les mêmes catégories d'hésitants — mais plus fournies — que dans l'opposition chez nous. On me permettra de les dénombrer.

\*

Il y a d'abord les esprits juridiques qui collent leur regard myope sur le parchemin et ne voient plus les réalités. Ils découvrent ou croient découvrir des erreurs de droit. Il ne s'agit pas de défendre une thèse de doctorat mais d'approuver ou d'improver une construction politique. Les instituteurs ont fait rire des générations d'écoliers en leur racontant, la mésaventure de ce pauvre Charles VI qui a essayé d'assurer en droit la succession de Marie-Thérèse d'Autriche en accumulant les pactes. Cela n'a pas empêché, à sa mort, une guerre générale. Si vous croyez que la Communauté Européenne de Défense est un instrument machiavélique, si vous cherchez dans chaque disposition, à déceler tout ce que la duplicité pourrait en tirer, arrêtez-vous et ne vous donnez pas la peine de chercher à améliorer le texte. Rien ne résiste à la mauvaise foi. Mais si vous croyez que les peuples d'Occident, fatigués de s'entre-tuer, sont menacés tous par le même péril extérieur, alors vous devez croire qu'on appliquera ce traité avec intelligence et bonne foi pour lui permettre de réaliser ses fins tutélaires. D'ailleurs si on ne le fait pas, ce serait la rébellion et l'on se retrouverait dans la situation actuelle.

\*

Le second peloton est composé d'hésitants. Ils veulent toujours attendre, avant-hier les élections allemandes, hier la Conférence de Berlin, aujourd'hui celle de Genève ou la décision française. C'est la recherche perpétuelle de l'alibi devant les responsabilités à prendre. Ce n'est pas très courageux, mais cela peut être fort téméraire. Car les problèmes que vous laissez sans solution sont, en politique, généralement résolus par les autres et contre vous. Etes-vous donc si sûrs de la patience des Américains, de la longanimité des Russes, de la persévérance des Allemands, de la persistance d'une convergence des bonnes volontés ? Etes-vous de compte à demi avec Dieu le Père ? Et vous, hommes politiques avez-vous été choisis pour hésiter, exercez-vous la souveraineté nationale en vous en remettant à d'autres ?

Enfin le dernier groupe comprend ceux qui, sans vouloir s'arrêter aux controverses juridiques, sans se réfugier dans l'abstention, cherchent une solution de rechange à un problème politique incontestable. Mais jamais ils ne l'ont proposée. Il y a bien deux autres politiques de remplacement, mais en dehors des communistes je n'ai jamais trouvé quelqu'un qui osât pousser jusqu'au bout la déduction dans l'une ou l'autre voie.

\*

Si vous ne voulez pas la CED c'est-à-dire les bataillons allemands encadrés dans la Communauté, vous

pouvez souhaiter une Allemagne restant neutralisée et désarmée. Est-ce que cela assure notre sécurité ? C'est la proposition de M. Molotov. L'Allemagne vide, l'Occident divisé et notre première ligne de défense sur le Rhin.

Ou bien encore vous admettez la nécessité de bataillons allemands pour la défense de l'Occident, mais vous en refaites une Wehrmacht indépendante en dehors de toute Communauté Européenne avec ses garanties de contrôle et d'équilibre des forces armées. On croit rêver. Le chancelier Adenauer lui-même en a peur. Au péril russe vous ajoutez le péril allemand.

Alors, où est-elle la vraie solution de rechange ? Ceux qui critiquent la CED devraient avoir l'honnêteté intellectuelle de l'indiquer clairement. C'est le cas de répéter — mais dans un autre sens : « Après vous, s'il vous plaît ! »

\*

Ce désarroi qui disparaît chez nous dans les milieux informés — comme les assemblées parlementaires ou les populations de Roulers et de Verviers — nous l'avons retrouvé en France.

Nous avons dit ceci : Si vous restez isolés, vous n'êtes plus un Grand que par courtoisie. Si vous continuez à hésiter, si vous rejetez la CED sans proposer en même temps une autre solution acceptable, pratique et rapide, vous ne faites pas seulement le jeu de vos ennemis mais vous découragez et vous perdez vos amis. C'est l'heure de la décision et non de la démission.

C'est un problème de sécurité et de peur assurément; au péril russe il ne faut pas ajouter celui d'une Wehrmacht. Mais c'est aussi un problème de construction et d'espérance. Placée entre le colosse de Washington et celui du Kremlin, l'Europe balkanisée n'est plus rien : satellite ou auxiliaire. Faut-il s'y résigner ? La France, une fois de plus, a trouvé la formule : elle a proposé de nous remettre « à l'échelle » en inventant une Communauté qui unit sans confondre et qui protège sans asservir. Et quelle place occuperait-elle dans cette Communauté ? La première. Car elle serait assurée de l'appui de Benelux à l'intérieur et des amitiés de ses alliés anglo-saxons à l'extérieur.

Avons-nous été entendus ? La CED sera-t-elle ratifiée à Paris ? Les majorités croissent lentement au fur et à mesure que les autres issues se ferment. M. Dulles a parlé de défense périphérique; que ferait l'Allemagne après l'échec de sa politique européenne ? Quant au Russe il a été clair d'une façon inespérée. A Berlin, c'est l'asservissement que M. Molotov a proposé à une Europe qui doit rester désunie et désarmée, réduite à la position humiliée de satellite et devant attendre que son sort se décide si pas sur le champ de bataille du moins à un nouveau Munich.